

***Mais, où vont nos élites gouvernementales,  
politiques, patronales et syndicales ?***

**Par : Dominique Dutilloy,  
*Journaliste***

**[dominique.dutilloy@laposte.net](mailto:dominique.dutilloy@laposte.net)**

**Dimanche 21 avril 2002, Dimanche 27 mars 2004, Dimanche 29 mai 2005** : ces dates sont le témoin des trois gifles assénées par un peuple exaspéré, qui a choisi la voie des urnes pour exprimer ses colères, ses attentes, son désespoir profond... ***Quoi de plus banal que d'être enfin être entendu le plus légalement du monde, quand on envoie un Jean-Marie Le Pen « triomphant » se mesurer au Président Jacques Chirac, candidat à sa propre succession, lorsqu'on fait basculer 21 régions sur les 22 que compte la France métropolitaine dans le camp de la Gauche, quand, par un « non » massif au projet de constitution européenne, on fait part de ses craintes face à la possible arrivée de l'ouvrier polonais et face à l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne ?***

**Mais, là où le bât blesse, c'est lorsque des banlieues s'embrasent !** Là aussi, il y a de nombreux mécontents, des jeunes pour la plupart, qui, au lieu de s'exprimer dans le secret de l'isoloir, préfèrent saccager, incendier, tabasser sur tout ce qui bouge et sur tout ce qui représente l'autorité, le patronat, les « nantis », les bourgeois et la République.

Dans ces deux cas, ce message, qui est envoyé au Gouvernement, aux parlementaires, aux patrons, aux responsables d'organisations syndicales, veut clairement faire comprendre qu'il y a un ras-le-bol généralisé face à la montée du chômage, à la précarité et à la pauvreté de plus en plus envahissante, au blocage des salaires, à l'augmentation des prix, à l'augmentation de certains impôts, aux grèves catégorielles de plus en plus nombreuses et de moins en moins supportées...

Certes, l'on est en train de payer tant d'années de laxisme, pendant lesquelles, nos élites politiques ont laissé s'installer dans ces cités, des zones de non droit, où toutes les Institutions de la République sont bafouées, voire détruites, lorsqu'elles sont présentes.

L'école, qu'il est de bon ton d'accuser de tous les maux, est vécue comme un échec, alors que des instituteurs, des professeurs, se retrouvent malmenés, voire maltraités par des élèves en situation d'échec scolaire. Pendant ce même temps, des parents se moquant éperdument de l'éducation de leurs enfants, les laissent livrés à eux-mêmes au bas des cités.

Dans ces cités, ces quartiers dits « **défavorisés** », on a laissé des associations culturelles vouées à **l'Islamisme radical** prospérer, pendant que des vendeurs de drogue s'en vont offrir leurs poisons aux portes des écoles, des collèges, des lycées, des centres de formation ou bien au bas de leurs cités.

Dans ces mêmes cités, de jeunes adolescentes et de jeunes femmes sont violentées, tabassées, voire même tuées, parce qu'elles sont jugées, aux yeux de leurs « bourreaux », « **coupables d'être trop bien habillées, trop jolies, trop effrontées ou trop libres** », alors qu'elles n'ont qu'un simple désir : **celui de vivre d'une manière moderne et laïque dans le respect des Lois de la République.**

Des associations, qui font pourtant preuve de leur utilité évidente, ont manqué de moyens financiers. L'école, quant à elle, manque de moyens humains, puisqu'on prône, ça et là, des réductions de personnel pour cause de restrictions budgétaires. La Police nationale, qui est censée représenter la République, s'est vue retirer son rôle principal de police de proximité.

On ne va pas faire un pataqués d'un lapsus linguae dû aux graves circonstances auxquelles notre Pays est confronté !... Bref... Il est facile, en tant que chefs de grandes centrales syndicales, de brandir l'arme de la grève en faisant valoir la crainte de l'arrivée du bon polonais de service ou en s'opposant fermement à toute idée de privatisation d'entreprises publiques. **Mais, il est de bon ton, quand on représente ceux qui ont la sécurité de l'emploi, de ne pas s'en prendre à des salariés, à des dirigeants de petites et moyennes entreprises ou à des chômeurs contraints d'emprunter les transports en commun ou d'utiliser des services publics ! Il est également de bon ton de penser à ces familles entières, qui, pour se nourrir décemment, sont obligées d'aller aux Restos du Cœur parce qu'elles n'ont aucun emploi.**

Lorsqu'on est Responsables d'une grosse entreprise, il est très aisé de concocter de nombreux plans sociaux drastiques pour appâter l'actionnaire majoritaire de la société pourtant bénéficiaire. **Mais, est-il vraiment moral, pour satisfaire ces « forcenés du CAC40 », de jeter ainsi de nombreux travailleurs à la rue et dans la spirale du chômage ?**

Quant à certains agents immobiliers, qui, avec la complicité de certains propriétaires « véreux », en demandent trop à celles et ceux qui veulent se loger, loger leur famille d'une manière décente, organisent des ventes à la découpe, entassent des familles entières dans des endroits insalubres loués fort chers..., on peut se demander où se situe leur sens moral et citoyen ! **A croire qu'il est vraiment trop facile d'être un excellent marchand de sommeil...**

**On dirait que travailler est un luxe ; on dirait que vivre décemment, vêtir et nourrir sa famille est également un luxe ; on dirait que se loger et loger sa famille est aussi un luxe. Pourtant, ce sont tous des droits bien inscrits dans notre Constitution.**

Devant ce sentiment de frustration, il est logique de parler d' « *échec véritable* » : **nos élites gouvernementales, politiques, patronales et syndicales n'ont pas su enrayer la corruption, la détresse sociale, le chômage, la précarité, la pauvreté, les mauvaises conditions de travail, l'Islamisme radical ; de nombreux parents trop laxistes, eux, n'ont pas su éduquer leurs enfants dans le respect des Lois de la République...** Si elle n'est pas excusable, la violence ne pouvait qu'être prévisible. Tout le monde a sa part de responsabilité. Alors, que faire ?

- Lorsqu'on sait que certains syndicats politisés ont détruit notre Marine marchande, ainsi que des pans entiers de notre Economie en demandant très souvent l'impossible aux dirigeants de leurs entreprises, ne faudrait-il pas réglementer, voire interdire, le droit de grève dans les entreprises publiques ou dans la fonction publique ?
- Quand de nombreux plans sociaux, de nombreuses délocalisations, jetant à la rue de nombreux salariés, sont décidés par des entreprises pourtant bénéficiaires, ne faudrait-il pas les inviter à rembourser toutes les aides qui leur ont été octroyées par le Gouvernement ou par des Conseils généraux et régionaux ?
- Ne faudrait-il pas également humaniser le travail ? Il est anormal de constater que de nombreux salariés sont stressés par des impératifs de rentabilité ou de bénéfice à leur détriment et à celui de leurs familles, alors qu'ils sont trop souvent sous-payés....
- Ne faudrait-il pas également augmenter immédiatement tous les salaires qui n'ont pas été revalorisés depuis tant d'années ?
- Ne faudrait-il pas prévoir le logement pour tous, en accélérant la mise en place de l'excellent **Plan Borloo**, en interdisant formellement toutes ventes à la découpe, en réglementant les conditions imposées par certains propriétaires, en régulant le prix des locations ?
- Ne faudrait-il pas baisser d'une manière drastique, toutes les charges fiscales dues par les entreprises, en ne créant qu'un seul et unique impôt dont le taux ne dépasserait pas

le seuil des 10 % ? En ce qui concerne les salariés, ceux-ci ne devraient avoir qu'à payer un seul et unique impôt direct dont le taux ne dépasserait pas le seuil des 10 %.

- Ne faudrait-il pas supprimer immédiatement tous impôts et taxes, comme l'ISF, la taxe foncière, les impôts locaux, la taxe sur l'audiovisuel, la RDS, la CSG, les droits de succession, la taxe professionnelle..., qui sont de véritables freins à l'emploi ?
- Ne faudrait-il pas supprimer la dégressivité des allocations chômage, qui est la véritable porte ouverte à la précarité, la pauvreté et la misère ? Ne faudrait-il pas, en appliquant le principe de rétroactivité, faire en sorte que tous les allocataires du RMI perçoivent des allocations de chômages conformes au coût réel de la vie, payées, non plus par les **Caisses d'Allocations familiales**, mais par les **ASSEDIC** ?
- Pourquoi faire supporter aux professionnels de santé, aux malades, le trou de la **Sécurité sociale**, alors que, et c'est bien connu, celui-ci est constitué par un évident manque de cotisant patronaux et salariaux ?
- Ne faudrait-il pas taxer les licenciements de masse, lorsque ceux-ci sont concoctés par des entreprises pourtant bénéficiaires, le produit de ces taxes servant à résorber les trous de la **Sécurité Sociale** et de l'**UNEDIC** ?
- Ne faudrait-il pas renforcer l'autorité de l'Ecole et responsabiliser lourdement les familles jugées trop laxistes face aux délits ou violences commises par leurs enfants ?

Ces réformes de bon sens ne suffiraient peut-être pas à enrayer les violences dans les banlieues. Encore, faudrait-il punir très sévèrement tous ces fauteurs de trouble en les invitant à rembourser leurs victimes, grâce au travail qui leur serait fourni pour l'occasion.

Les premières mesures prises par le Gouvernement de **Dominique de Villepin** sont certes courageuses... Mais, sont-elles suffisantes ? En tous les cas, il est bel et bien dommage qu'on ait attendu le déclenchement de ces émeutes urbaines et le décès violent de quatre innocentes victimes pour prendre vraiment conscience de ce malaise profond qui existe et perdure depuis tant d'années.

**Dominique Dutilloy**